

## LUXEMBOURG

Depuis quelques décennies, le Luxembourg enregistre un vif essor économique grâce aux bonnes performances des secteurs de la finance, des transports, du stockage et des communications. Toutefois, en raison de l'incertitude que suscite la croissance future de ces secteurs, le pays doit se préparer à affronter la transition vers un mode de développement différent. L'innovation jouera un rôle majeur dans ce sens en contribuant à la productivité et à la création de nouveaux produits ou services améliorés.

L'investissement dans la R-D était relativement faible en 2006, la dépense intérieure brute de R-D (DIRD) ayant représenté 1.47 % du PIB, chiffre inférieur à la moyenne de l'OCDE de 2.26 % et à celle de l'UE27 de 1.76 %. Face au déséquilibre des apports des secteurs public et privé au financement de la R-D et de l'innovation, le Luxembourg a porté le ratio de la dépense publique de R-D au PIB à 0.26 % en 2005, en visant 1 % à terme. L'Université du Luxembourg, créée en 2003, jouera un rôle décisif à cet égard.

Les ressources humaines en science et technologie (RHST) représentent une proportion importante de la population active. En 2005, les travailleurs exerçant des professions intellectuelles représentaient 21 % de l'emploi total et les techniciens 17 %. Les effectifs de RHST ont augmenté à un taux annuel moyen de 4.8 % entre 1996 et 2005, dépassant ainsi largement la moyenne de 2.8 % de l'UE19. Le personnel de recherche du secteur public s'est également fortement accru, parallèlement à la hausse de la dépense publique de R-D.

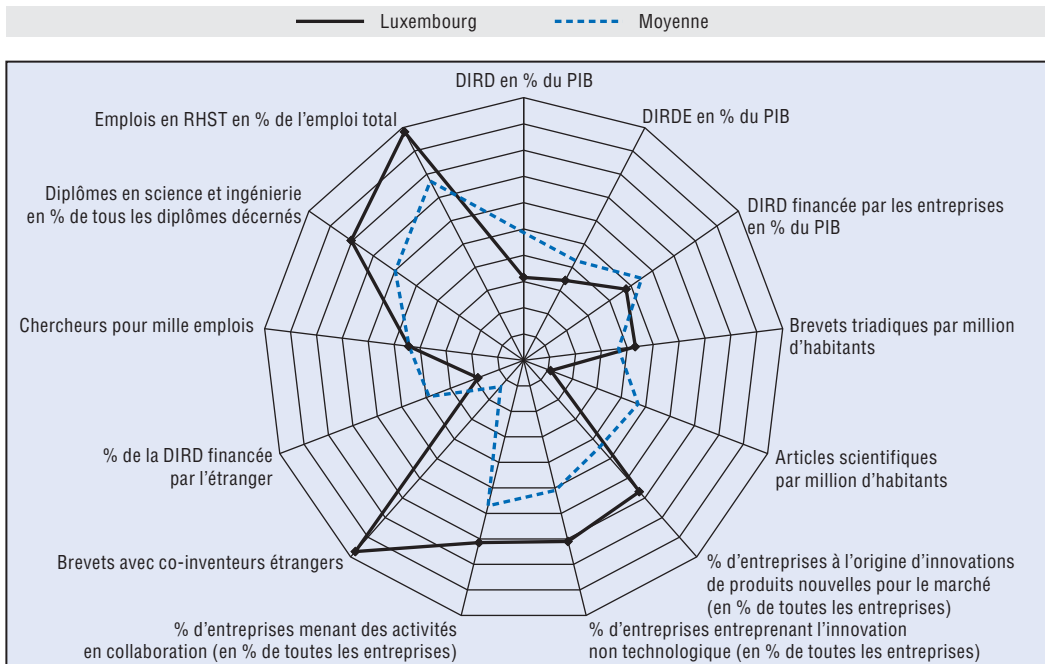
Compte tenu de la faiblesse des dépenses *intra-muros* de R-D du secteur de l'État, le Luxembourg est resté derrière les autres pays

de l'OCDE eu égard au nombre de publications scientifiques. Mais la situation change rapidement : le nombre de publications par million d'habitants a presque doublé entre 1995 et 2005. Le Luxembourg obtient de bons résultats en termes de demandes de brevets (mais il s'agit en partie d'un effet statistique, dû au nombre d'entreprises qui y ont leur siège) et, dans le domaine de l'innovation, plus de 14 % des entreprises collaborent souvent avec des partenaires des autres pays d'Europe, ce qui leur permet d'accéder à un stock plus abondant de ressources et de savoirs.

Le système d'innovation du Luxembourg continue à se développer : les établissements publics sont relativement récents et des dispositions optimales de gouvernance se font jour encore aujourd'hui. Pour donner suite aux recommandations de l'*Examen de l'OCDE des politiques d'innovation* du Luxembourg effectué en 2006, le gouvernement a mis en place un Comité supérieur de la recherche et de l'innovation chargé d'élaborer une politique nationale en la matière. De plus, des contrats-programmes sont actuellement adoptés pour les centres de recherche publics et le Fonds national de la recherche.

Vu la structure de l'économie, un enjeu fondamental pour les pouvoirs publics sera de mieux connaître les activités et les possibilités d'innovation dans le secteur des services. Parmi d'autres aspects à considérer, il importera de resserrer les liens entre recherche publique et privée, d'œuvrer en faveur de la dissémination des activités de R-D au-delà des grandes entreprises internationales dans les secteurs traditionnels, et de faire en sorte que les instruments d'action favorisent les réseaux et les projets communs avec des partenaires au niveau international.

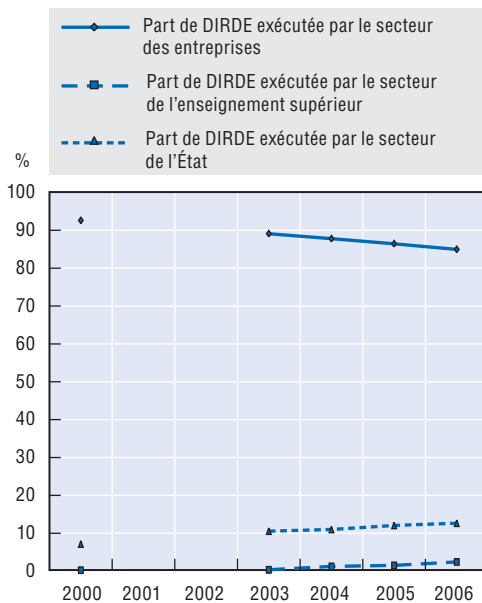
### Science et innovation : profil du Luxembourg



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/46436335104>

### Dépenses intérieures de R-D par secteur d'exécution au Luxembourg

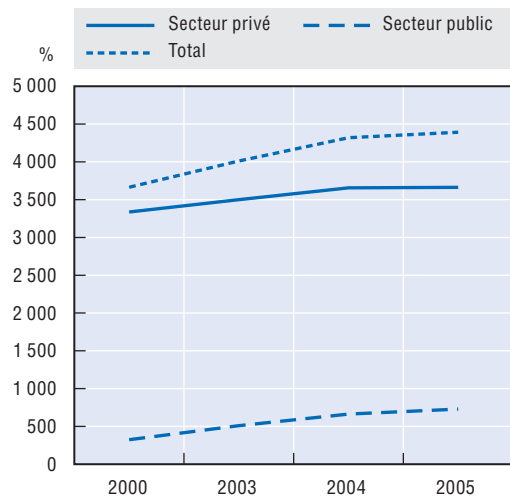
Part en pourcentage du PIB



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/464433621757>

### Personnel de R-D par secteur pour le Luxembourg

En équivalents temps plein



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/464435477538>